

## 130 années de vie syndicale

# Un anniversaire dignement fêté

**J**OURNEE historique, le vendredi 4 décembre 2009, pour le SILPAC CGT 31, avec la célébration du 130<sup>e</sup> anniversaire de la création du syndicat de la corporation des ouvriers du Livre, premier syndicat créé en Haute-Garonne.

Les responsables de notre section ont voulu le fêter comme il se doit en organisant une grande journée de travail et de liesse, d'autant qu'ils honoraient également ce jour-là le départ en préretraite de Jean-Pierre Combebiac, secrétaire et trésorier de la section, membre du bureau fédéral de la FILPAC CGT, dont Michel Muller et Marc Peyrade, membres du bureau fédéral, avaient tenu à s'associer pour témoigner à Jean-Pierre leur amitié et leur gratitude pour le travail accompli par celui-ci au sein de la fédération.

La matinée de cette journée est consacrée à une assemblée de militants, réunissant des représentants de toutes les filières de nos métiers, le papier, l'imprimerie jusqu'à la distribution. Les travaux se déroulent en présence des représentants fédéraux et de Philippe Moitry, membre du Comité régional Midi-Pyrénées, en charge plus particulièrement de la filière bois-papier.

Après l'introduction de Jean-Pierre Combebiac, chacun fait part de son analyse et de ses interrogations sur la situation dans nos métiers, confrontés à des problèmes de délocalisation, cessation d'activité, subissant la crise de plein fouet. Face à cela, quelles solutions pouvons-nous proposer, quelle organisation devons-nous mettre en place, quelles convergences et actions communes pouvons-nous engager pour éviter le pire aux métiers et salariés de ce secteur d'activité ? Néanmoins, le collectif FILPAC CGT, en lien avec le Comité régional, les professions, les Unions départementales et le CESR sont en mesure d'être présents et actifs pour la défense de l'industrie papetière, l'impression écrite et la distribution.

C'est ainsi que la filière bois-papier, qui génère huit mille emplois en Midi-Pyrénées, souffre de la crise mondiale et se trouve confrontée au dumping exercé par les pays nordiques européens imposant leurs prix grâce à des moyens de production supérieurs aux nôtres et la modernisation de cette industrie, ce dont sont victimes nos papeteries qui abandonnent peu à peu notre territoire pour se délocaliser dans des pays de l'UE ou sur d'autres continents. Nos syndicats se battent bien pour conserver ce pan de notre industrie, en dépit des fermetures d'entreprises, plongeant des milliers de foyers dans la détresse, mais nos élus politiques ne suivent pas les vues de la CGT et se désintéressent totalement de cette filière bois-papier pourtant génératrice d'emplois, laissant les salariés et leur organisation syndicale régler seuls les problèmes sur le terrain.

On en veut pour preuve la situation de l'usine Tembec, à Saint-Gaudens, en très grande difficulté malgré l'aubaine du bois acheté à bon prix après les intempéries de ces derniers mois. Malgré cela, pour avoir vu trop grand et mené une gestion hasardeuse, la mise en vente de l'usine est placée en situation de vente. La direction, quant à elle, reste muette, les salariés sont dans l'expectative, souhaitent qu'un repreneur se manifeste. De leur côté, les élus politiques sont inexistantes. Cependant, une rencontre est prévue avec le préfet, les banques et la direction prochainement. En attendant, le syndicat vient de déposer un droit d'alerte.

Pour La Moulasse, sur quatre usines en France, deux (200 salariés) sont vouées à la fermeture, le développement du papier à cigarettes, dans lequel on fondait de sérieux espoirs, arrive des USA. La direction ne faisant plus d'investissement dans cette usine, envisage des délocalisations aux Philippines, en Chine, même en Belgique ou en Pologne. Là aussi, le syndicat CGT vient de déposer un nouveau droit d'alerte.

Malgré une grosse bagarre de la CGT sur Saint-Girons, la fermeture de la papeterie de Lédar est consommée. Le drame reste quand même que cette superbe entreprise de cent cinquante salariés verse 50 % du budget de la ville, recyclant les vieux papiers de la région en les valorisant. A l'heure où

l'on parle d'économie renouvelable, cette fermeture est un scandale que beaucoup de responsables conviennent de taire aujourd'hui. Mais la faute en incombe en grande partie aux salariés de l'usine qui n'ont pas joué le jeu en voulant agir seuls, en marge et contre l'organisation syndicale. François Ribat pense que l'on aurait dû signaler aux instances qu'il n'y avait pas d'adhérent CGT à Lédar, s'appuyer sur la population pour faire avancer le dossier et arriver avec des propositions. Profitant de la bonne implantation de la CGT en Ariège, on aurait dû trouver les forces ailleurs que dans le secteur papier.

Dans la presse écrite, le patronat multiplie les suppressions d'emplois, ce qui suscite une hémorragie dans la profession et obtient des aides de l'Etat pour accomplir son plan de casse. Et le pôle emploi n'est pas une solution pour des métiers qui ont besoin de sécurité de l'emploi et des contrats de travail.

Michel Muller, secrétaire général de la FILPAC CGT et président de la Confédération Syndicale Internationale (CSI), stigmatise la situation politique de notre pays qui conduit Nicolas Sarkozy à changer de position. Alors, comment transformer la colère manifeste des salariés; comment on construit avec des gens qui subissent le plan social mais demandent des négociations plus avantageuses ? Un rapport de force est indispensable pour porter nos revendications plus efficacement. Les salariés veulent être partie prenante et non que l'on décide pour eux. Cette question fera d'ailleurs l'objet d'interventions au cours du 49<sup>e</sup> Congrès confédéral. Débats et discussions doivent se développer et indiquer que les champs conventionnels sont insuffisants vu la diversité de nos métiers, qui sont prêts à affronter la mondialisation et la modernisation qu'on ne peut éluder, faute de quoi on s'expose à la disparition.

Marc Peyrade, membre du bureau fédéral, note quant à lui que l'écart se creuse entre ce que l'on connaît et la demande d'aujourd'hui. Il fait le constat de la perte de syndiqués sur les emplois de métiers, mais un potentiel intéressant sur des emplois nouveaux se dessine, avec de nouvelles conceptions (117.000 en 1977 contre 22.000 en 2009), la communication étant en pleine expansion et le numérique qui crée une nouvelle économie.

Néanmoins, il souhaite nouer des relations avec l'interprofessionnel, afin d'endiguer le renoncement général qui se fait jour et appréhender concrètement les nouveaux salariats et les nouvelles structures.

Jean-Pierre signale que le collectif SILPAC 31 intervient à tous les étages. Celui de la distribution ne lui est pas étranger puisqu'il était en était le responsable fédéral national en charge de ce dossier. Il ressort de celui-ci que l'on a affaire dans cette branche à un personnel sans statut, venant de tous les secteurs, qui bouge beaucoup, qui n'est pas facile à contacter et mobiliser, qui a des centres d'intérêt particuliers, divers, avec des horaires de travail irréguliers. Un gros travail en perspective pour organiser ce secteur d'activité.

Deux grands groupes internationaux dominant et se partagent le marché : Adrexo et Média-Post, qui imposent des conditions de travail inhumaines, mal rémunérées, à des personnels parfois en situation irrégulière ou sans papiers : l'esclavage moderne en somme !

Cette matinée de travail studieuse et constructive de militants s'achève pour laisser la place à un pot de l'amitié bienvenu.